

Petit manuel de lutte contre l'antisémitisme

Jonas Pardo, Samuel Delor

Editions du commun

Octobre 2024

464 p., 20 €

Ce « *petit manuel* », bien plus épais et substantiel que ne le laisse penser son intitulé modeste, est un livre engagé : il s'agit de réinsérer la lutte contre l'antisémitisme dans le combat antiraciste commun.

Après avoir rappelé la diversité des vécus de l'identité juive (une religion certes, mais aussi une culture, un mode de vie, un philosophie), les auteurs proposent une « *petite histoire populaire de l'antisémitisme* » : de l'anti-judaïsme chrétien à la période actuelle (post-Shoah), avec le négationnisme et l'antisémitisme soviétique, première formulation d'un « antisionisme » suspect. Le récit met l'accent à chaque fois sur les aspects d'anti-émancipation de ce racisme spécifique : en quoi on a affaire souvent à des « *pseudo-critiques de l'ordre établi* ».

L'analyse des thèmes nouveaux de l'antisémitisme contemporain communs à tous les partis politiques vise à débusquer l'antisémitisme à droite et à l'extrême droite (les faux-semblants pro-israéliens, la galaxie Dieudonné-Soral ainsi que le terrorisme djihadiste), mais aussi à offrir des propositions pour « *armer les gauches et le mouvement social contre l'antisémitisme* ». Les auteurs rappellent en particulier qu'on peut critiquer la politique israélienne sans antisémitisme (ce dont font preuve certains appels au boycott d'Israël). Selon eux le thème de « l'instrumentalisation de l'antisémitisme » cache un déni de la réalité de l'antisémitisme ; mais ils refusent tout autant la thèse du « nouvel antisémitisme » qui tend à faire porter aux seuls musulmans le poids de l'accusation, ou celle de la « substitution » qui verrait en eux les « nouveaux juifs » d'aujourd'hui. Quant aux



organisations telles que l'Union juive française pour la paix (créée en 1994) et Tsedek! (juin 2023), qui traitent tous ceux qui ne les suivent pas de « faux juifs », elles montrent là leur sectarisme au regard de la diversité des positions politiques du monde juif. Pour les auteurs, le déni d'antisémitisme à gauche affaiblit la compréhension des rapports sociaux de domination et d'exploitation. Il apparaît donc comme vital de « *reconstruire une culture antiraciste* », et de « *réconcilier antiracisme et internationalisme* », car il s'agit pour les gauches de « *réenchanter ou trahir* ». Le livre propose toute une pédagogie à l'intention des gauches et du mouvement social ; il est le fruit d'expériences de formations à la lutte antiraciste proposées par Jonas Pardo et de l'expérience syndicale de Samuel Delor.

Martine Cohen,
membre de la LDH



Algérie, une guerre sans gloire

Florence Beaugé

Le Passager clandestin

Mars 2025

384 pages, 14 €

La réédition de cet ouvrage, paru initialement en 2005, avec une préface novatrice de Malika Rahal et Fabrice Riceputi, se lit comme un polar de série noire. Si ce n'est que c'est l'histoire de l'Algérie au plus fort de la bataille d'Alger en 1957, ici restituée par le menu grâce au formidable travail d'enquête de Florence Beaugé, alors en poste au Monde et dont les unes qu'elle a produites entre 2000 et 2005, démontrant implacablement l'institutionnalisation de la torture, ont fait grincer les dents à plus d'un... Son personnage central, c'est Louissette Ighilahriz, moudjahidine alors âgée de 19 ans, qui, de fin septembre à décembre 1957, sera détenue à l'école Sarouy, siège de la 10^e division parachutiste commandée par le général

Massu, torturée et violentée par le capitaine Graziani, avant d'être sauvée d'une mort probable par le médecin-chef, le commandant Richaud. A la grande surprise de l'autrice, tout en démentant y avoir été mêlé lui-même, Massu estime plausible le récit de Louissette, reconnaît que la torture était non seulement une réalité en Algérie mais que les hommes politiques de l'époque – nous sommes sous le Front républicain, coalition de centre gauche soutenue par les communistes avec, comme chef du gouvernement, le socialiste Guy Mollet, et François Mitterrand à la Justice – « *étaient parfaitement au courant et trouvaient cela très bien* ».

Mais ce qui continue à la tarauder, c'est le général Schmitt, aujourd'hui âgé de 95 ans, ancien chef d'état-major des armées, alors lieutenant à Alger en 1957 et qui « *conduisait les interrogatoires à l'école Sarouy* ». Schmitt ayant qualifié de « *tissu d'affabulations et de contre-vérités* » le témoignage publié en 2001 par Louissette, Algérienne, celle-ci l'attaque en diffamation, gagne en première instance mais le général est relaxé en appel le 30 novembre 2005, se voyant « *reconnaître l'excuse de la bonne foi, au nom de la liberté d'expression* »... Quelques mois auparavant, le 19 mars – clin d'œil à la date du cessez-le-feu en 1962 –, Florence Beaugé avait préparé le contre-feu en publiant dans *Le Monde* « *plusieurs témoignages concordants d'anciens combattants algériens, arrêtés et torturés à l'école Sarouy, attestant de la présence et de la participation aux tortures du lieutenant Schmitt* ». Le général s'est bien gardé de l'attaquer en diffamation !

Jean-Jacques Gandini,
LDH Montpellier